

DÉBAT DES PANÉLISTES

Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times*

Je pense que l'Allemagne ne recherche peut-être pas la grandeur, mais que parfois elle lui est imposée, vous n'avez pas envie d'être le leader, mais il n'y a personne d'autre. Si quelqu'un doit l'être, autant que ce soit vous. Je pense que la notion selon laquelle l'Allemagne veut simplement être une grande Suisse et juste se mettre sous la couette et faire du commerce et ne pas penser au reste du monde est en train de devenir une coquille vide de sens. Comme vous l'avez dit tous les deux, les crises arrivent chez vous du reste du monde et elles sont inévitables. Peut-être que vous pouvez toutes les mettre sur le compte du Moyen-Orient, mais nous parlions des réfugiés, nous n'avons pas parlé du terrorisme et de l'islam, l'un étant plutôt une fonction de l'autre, ni du post colonialisme. Je serais curieux de connaître vos points de vue, d'abord celui d'Élisabeth, puis celui de Norbert, sur la façon dont l'Europe gère ces problèmes qui sont liés, celui de l'identité et de l'intégration en France, mais aussi les problèmes intérieurs d'intégration en Allemagne, ainsi que les questions de la sécurité aux frontières extérieures et le filtrage. Par ailleurs, dans une troisième sphère, en ce qui concerne la politique étrangère de l'UE, il est facile de rejeter la faute sur beaucoup de gens pour la guerre civile en Syrie et les atrocités commises, mais je n'ai pas vu l'Union européenne faire grand-chose pour apporter une solution. Ce serait bien si vous pouviez vous exprimer sur ces problèmes liés entre eux.

Élisabeth GUIGOU, députée et présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Tout d'abord, je dois dire que nous avons eu ces discussions avec Norbert tout au long de ces dernières années, notamment depuis la conférence de Munich en 2014, je crois, ou l'année d'avant, les responsables allemands avaient exprimé leur volonté d'assumer leurs responsabilités internationales, tant politiques qu'économiques. Il y a eu des progrès là-dessus. Lors de notre récente réunion lundi dernier des ministres de la Défense et des Affaires étrangères, nous avons réaffirmé notre volonté commune de construire une véritable Europe de la défense, en complément de l'OTAN, il n'y a aucun doute là-dessus. C'est le principal défi. Que fera M. Trump à l'égard de l'OTAN ? Le sommet qui a eu lieu à Berlin, entre M. Obama et quatre ou cinq dirigeants, l'a réaffirmé. C'est un axe essentiel. Par ailleurs, il est vrai que l'Allemagne a encore beaucoup de chemin à parcourir vers cet objectif d'une plus grande contribution à la politique étrangère et de défense. La seule option que je vois est que la France et l'Allemagne travaillent à des politiques plus cohérentes, parce que lorsque vous ajoutez la puissance économique et, bien sûr, l'influence politique et militaire de la France, on a alors quelque chose qui compte aux Nations unies, bien sûr, mais aussi, comme nous le voyons maintenant, en tant que membre de la coalition au Moyen-Orient. Il me semble, et je tiens à souligner l'aide de l'Allemagne au Mali, car nous n'avons pas dit un mot sur l'Afrique subsaharienne, que c'est le principal défi en ce qui concerne le terrorisme.

Puisque ces questions sont liées aux souvenirs du colonialisme et aux politiques intérieure de nos sociétés, il me semble qu'en tant qu'Européens, notre seul choix est de nous occuper de l'Afrique, non pas dans un esprit colonial, mais pour aider l'investissement. Cela a déjà commencé avec le Qatar, et quand vous allez au Maroc, c'est évident. Nous devons aider l'investissement pour permettre de créer des emplois pour tous ces jeunes, dont certains ont fait des études universitaires. C'est le défi principal partout en Afrique, en Afrique du Nord comme en Afrique subsaharienne. Nous avons tendance à voir toutes les menaces et elles sont considérables, comme l'a dit Norbert, nous n'avons jamais connu un tel essaim de crises. Cependant, je ne suis pas trop pessimiste. Je préside la Fondation Anna Lindh pour le dialogue culturel, qui rassemble 5 000 ONG, toutes entre l'Europe et la rive sud de la Méditerranée, dont le Maroc et la Turquie, depuis plus d'un an maintenant. Nous travaillons essentiellement avec les jeunes, et ce qu'ils nous disent, c'est qu'il y a un désir unanime de partager les valeurs de l'humanité. Je ne dirais pas que nous avons le même regard sur la démocratie, mais ils veulent un État de droit, et ils veulent que ces valeurs

d'humanité soient respectées. Nous avons mesuré cet aspect au cours des 10 années d'existence de la fondation, et nous devons nous adresser à tous les jeunes de tous les pays, dire aux jeunes de Méditerranée du Sud, d'Afrique et de Turquie qu'ils ont quelque chose qui leur est propre et que nous n'avons pas, qu'ils ont une culture et une histoire familiale, et qu'ils ont beaucoup à apporter à l'humanité. Puisque nous sommes contraints de renforcer nos contrôles de sécurité aux frontières, nous sommes tenus de le faire et devons en faire davantage à cet égard, et c'est en cours, l'un de notre principal défi est de trouver en même temps des voies légales pour la mobilité. Si l'Europe devient une forteresse avec des murs érigés de tous côtés, entre nos voisins au Sud et à l'Est, alors bien sûr, ce n'est plus l'Europe.

Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times*

Une partie du problème d'être une « puissance douce » attirante, c'est que les gens veulent venir chez vous. Le pouvoir d'attraction est très fort, et il y a donc cette sorte de schizophrénie que vous venez de décrire. L'Europe veut être ouverte au monde mais elle veut filtrer le monde, pour le dire de façon sympathique, et n'accueillir que les morceaux du monde qu'elle a décidé de laisser entrer. Cela va être passionnant à observer, parce que les défis sont nombreux, et les gens se fatiguent d'avoir trop de défis à la fois. Norbert, Angela Merkel vient juste d'annoncer qu'elle se présenterait pour un quatrième mandat. On m'a dit qu'elle était déjà fatiguée et plus isolée que jamais. Elle a été à l'évidence blessée par sa décision d'établir cette « culture de l'accueil » sans beaucoup de contrôles au départ, et dont vous avez critiqué certains aspects de la façon plutôt élégante qui vous caractérise. Depuis lors, l'Allemagne a plutôt bien réussi à rétablir un sentiment de *ordnung*, mais a-t-elle un espace politique intérieur pour cette élection et l'énergie suffisante pour assumer le rôle de leadership, notamment sur les questions de l'islam et du terrorisme ?

Norbert RÖTTGEN, président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, Allemagne

Pour en revenir à une question que vous avez posée auparavant, si elle pouvait promettre une « Grande Suisse » à l'électorat allemand, la CDU remporterait alors la majorité absolue. Malheureusement, nous avons dû en faire l'expérience, c'est en soi une contradiction, être la Suisse et être grand en même temps. Il n'y a pas de grande Suisse, et l'Allemagne n'a donc pas la possibilité de se métamorphoser en Suisse. L'Allemagne a fermé les yeux sur ses voisins, elle aurait pu voir davantage de choses qui se passaient, mais nous avons été contraints d'ouvrir les yeux sur la nouvelle réalité à laquelle nous étions confrontés. Cela ne s'est pas produit lorsque les réfugiés sont arrivés en Italie, lorsque personne, y compris l'Allemagne, n'avait identifié ce problème de réfugiés comme une crise européenne. Nous ne nous sommes pas réveillés lorsque des attentats terroristes ont frappé l'Europe et les États-Unis. Cependant, l'an dernier, avec l'entrée, qui avait déjà commencé en 2015, d'1 million de réfugiés en Allemagne, à qui ont été accordés asile et protection, nous nous sommes rendu compte que si certains d'entre eux voulaient partager notre mode de vie et nos valeurs occidentales, d'autres détestaient nos valeurs, détestaient notre mode de vie et voulaient nous détruire et nous tuer. C'est la nouvelle réalité à laquelle nous sommes confrontés, et elle touche les fondements mêmes de nos sociétés.

Je n'en suis pas absolument certain, mais je crois que nous avons quelques raisons de dire que ce qui était autrefois la question sociale dans ses implications pour la société et la construction de l'État et du paysage politique au 19^e siècle, deviendra la question mondiale du 21^e siècle. Il y aura des débats et des combats. D'aucuns diront qu'il y a cette possibilité d'être la Suisse, d'être une île, d'être coupés du reste du monde, de rejeter cette réalité comme une chose dont nous ne sommes absolument pas responsables. D'autres diront que la seule possibilité est de façonner la mondialisation, nous devons y faire face. L'Allemagne a pris la décision fondamentale de faire face à cette réalité, d'accueillir les réfugiés qui sont à nos frontières, d'améliorer la gestion de nos frontières, de nous rendre dans la région, de nous rendre en Afrique – car cette nouvelle sorte d'immigration vient d'Afrique, pas du Moyen-Orient – la décision de faire face à cette réalité en tant que réalité européenne, et non en tant que réalité propre à l'Allemagne ou

à la France. C'est dans la nature de la Chancelière d'avoir cette vision, et elle est déterminée à poursuivre dans cette voie. Elle est absolument convaincue que cette décision ne pourra se traduire par un succès que si elle devient une position européenne, et pas simplement une position allemande. Elle cherchera des partenaires pour façonner la mondialisation, car celle-ci a des répercussions pour l'Europe et, en tant que sociétés ouvertes, nous sommes touchés par le vaste champ d'opportunités de la mondialisation ainsi que par les enjeux des échanges commerciaux, de la migration, du changement climatique, du terrorisme. Nous devons faire face à tout cela et apporter des réponses globales, unifiées, et je pense qu'elle jouera un rôle important dans le leadership conjoint pour s'attaquer à ces problèmes.

Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times*

Je pense que tout le monde comprend que nous ne savons pas ce que va être la politique étrangère américaine, car le président élu lui-même n'en sait rien. Il n'a pas de politique étrangère parce qu'il n'en a jamais eu, et il ne sait pas vraiment comment en élaborer une. Une chose constante tout au long de son parcours est que les alliés de l'Amérique ne paient pas leur juste part. C'est persistant et c'est quelque chose, j'en ai bien l'impression, à laquelle il croit fermement, pas seulement en Europe, mais aussi en Asie. Au vu de la richesse de l'Union européenne, qui compte 500 millions d'habitants jusqu'au départ de la Grande-Bretagne, on peut se demander s'il n'aurait pas raison. Je peux me tromper, mais je crois que l'Allemagne dépense 1,1 % ou 1,2 % de son PIB pour la défense.

Norbert RÖTTGEN, président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, Allemagne

C'est 1, 2 %.

Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times*

1,2 % c'est très faible en termes des ambitions de l'OTAN. L'Allemagne est-elle prête, en partie pour répondre à Trump, mais aussi à la demande pressante de l'OTAN, à dépenser davantage, et peut-elle dépenser davantage pour des équipements qui pourraient être utilisés collectivement, comme des avions de transport, de ravitaillement, etc. ? Ou est-ce politiquement trop difficile maintenant ?

Norbert RÖTTGEN, président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, Allemagne

Je suis partial parce que j'estime qu'il est juste que l'Allemagne et d'autres pays contribuent davantage à la sécurité collective. Nous avons bénéficié de la protection américaine tout au long des décennies de la Guerre froide. Nous avons maintenant une situation géopolitique différente, et il est juste que l'Allemagne, en tant que nation économiquement prospère, assume sa juste part, sans parler de notre obligation politique à l'égard de l'OTAN prise en 2002, il y a 14 ans, lorsque nous avons promis de consacrer 2 % de notre PIB à la défense. Nous devons rehausser notre niveau de responsabilité. C'est un premier élément.

Le deuxième élément, c'est que nous ne le ferons de façon efficace que si nous commençons par tenir une deuxième promesse, qui est de fédérer les capacités européennes. Il n'est pas logique que chaque nation européenne commence à augmenter le montant de ses contributions pour la défense, mais le fasse de façon très inefficace sur le plan économique en multipliant nos capacités, plutôt qu'en les mutualisant. Nous devons commencer à relever ces deux défis. Dans un changement de langage et de rhétorique, la chancelière a commencé par s'identifier à l'obligation de relever notre niveau d'engagement, notamment la contribution financière à la défense. Cela n'est pas reflété dans la planification de notre budget car, bien que les chiffres aient augmenté, nous aurons également une augmentation du PIB, ce qui fait que le pourcentage de notre part de dépenses pour la défense n'augmentera pas. Nous fournirons quelques milliards en plus, mais le pourcentage restera de 1,2 % du PIB. Ce n'est pas très honnête pour ce qui est de

tenir nos promesses. Montrer que nous sommes prêts à verser de l'argent est un test pour les engagements européens en matière de sécurité et de défense, ce qui est l'essence même de l'État, assurer la sécurité de ses citoyens. La chancelière s'est très clairement exprimée à ce sujet depuis quelque temps déjà, elle ne veut pas revenir en arrière, et se prépare à aborder très sérieusement cette question.

Élisabeth GUIGOU, députée et présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Comme vous le savez, la France est proche des 2 % sur le budget de la défense. Le président français et le Premier ministre se sont engagés à atteindre les 2 % l'an prochain ou d'ici 2018. Nous avons augmenté notre budget pour des raisons évidentes, parce que nous sommes confrontés à davantage de menaces. Nous verrons ce qui se passera après les élections, mais, en ce qui nous concerne, nous nous sommes engagés et avons pris des décisions. Les Américains ont raison de dire que nous n'avons pas assumé notre part du fardeau et, quel qu'ait été le président, ils le disent depuis des années. Il est absolument essentiel de mutualiser nos capacités parce qu'il y a beaucoup de gaspillage.

L'Europe doit affronter deux autres défis majeurs. Le premier consiste à développer une stratégie autonome autour des futures technologies, ce qui exige des investissements. Une décision claire doit être prise quant à savoir si nous autorisons ou non l'institution européenne à investir dans les futures technologies, ce que nous appelons les technologies à double usage, tant civiles que militaires. Le Parlement européen doit voter ce budget immédiat et le prochain budget financier pluriannuel. Le deuxième défi est l'autonomie stratégique de notre industrie de défense. Si nous n'avons pas une industrie de défense européenne, nous n'aurons pas de défense européenne, nous serons toujours dépendants d'autres États, et plus particulièrement des États-Unis. Nous ne pouvons pas assumer notre part du fardeau, avec tout cet argent consacré à la défense, et dépendre de ce qui se décide ailleurs, notamment aux États-Unis. Il est fort possible que nous ayons d'autres choix, particulièrement de la part de M. Trump.

Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times*

Actuellement, un sujet alimente beaucoup de conversations, et c'est la nouvelle Russie. Je pense que nous sommes susceptibles de surestimer la puissance de la Russie et la stratégie à long terme de Vladimir Poutine, voire de surestimer la durée de son mandat. Le pays a des problèmes d'oligarchie, de corruption, et l'économie s'enlise. On ne peut cacher ces choses éternellement. J'ai été très frappé, Élisabeth, par la victoire de Fillon aux primaires de la droite. Je ne voudrais pas trop m'avancer, car il peut se passer bien des choses d'ici là, mais il semblerait qu'un candidat du centre droit sera présent au deuxième tour, et ce sera probablement Fillon.

Par ailleurs, on dit que Fillon et Poutine ont des sympathies communes pour des valeurs conservatrices et en Allemagne, bien sûr, nous avons eu une longue discussion sur les Poutine *Versteher*, ceux qui comprennent Poutine, et sur les tensions au sein du secteur industriel allemand, mais aussi au niveau politique, sur la façon d'aborder cette nouvelle Russie agressive. À l'époque de la Guerre froide, je me souviens d'avoir parlé à un consul du gouvernement américain à l'ambassade d'Allemagne de l'Est, et il m'a dit que le problème était : « Les Allemands n'arrêtent pas de me dire 'nous comprenons les Russes, mais vous, les Américains, vous ne les comprenez pas et je leur répondais toujours « Oui, vous les comprenez si bien qu'ils sont sur cette satanée Elbe. »

C'est une époque révolue, mais qui pourrait revenir, du moins pour ce qui est de l'anxiété qu'éprouvent les gens vis-à-vis d'une Russie qui n'est pas du tout satisfaite de ce que vous estimiez être un ordre post-Guerre froide, ce qu'il n'est pas, à l'évidence. J'aimerais vous demander à tous les deux si l'avenir de l'Europe, dans une certaine mesure, réside dans la façon dont elle se situe au moins par rapport à la Russie. D'aucuns veulent établir de nouvelles relations, et d'autres veulent un nouveau départ. Certains disent « Il peut avoir la Crimée, ça n'a aucune importance », d'autres disent « nous avons besoin de leur énergie de toute façon ». D'aucuns disent que les Américains sont trop loin pour

comprendre. Les points de vue sont nombreux, mais c'est de nouveau important. C'est ce que je voulais vous demander à tous les deux, dans l'ordre d'intervention que vous souhaitez.

Norbert RÖTTGEN, président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, Allemagne

J'estime que la Russie est la première des questions pour la politique étrangère européenne, absolument la première. Ce à quoi nous assistons, à notre plus grande surprise, c'est que le concept d'une Europe « entière et libre » est remis en cause et violé par le président Poutine. Je pense que nous devons être clairs, notamment sur cette dimension, sur le défi que représente Poutine. Je ne considère pas que sa politique soit fondée sur la stratégie ou la force – bien au contraire.

À mes yeux, il s'agit d'une politique qui repose sur la faiblesse, et il s'appuie maintenant sur une nouvelle source de force, qui est la popularité. Cette popularité est le résultat de sa nouvelle politique extérieure agressive, et il a réussi à transformer le sentiment de déclin et d'humiliation ressenti par les Russes, fruit de l'effondrement de l'Union soviétique, pour lequel Gorbatchev est tenu pour responsable en Russie, puis il a été renversé par Eltsine. Poutine a réussi à transformer ce sentiment en résurgence d'un nouveau sentiment collectif de la grandeur russe. « Nous sommes de retour, nous sommes présents. Nous avons contraint les Américains à reconnaître que nous sommes de retour sur la scène internationale, qu'aucune crise internationale ne peut trouver de solution sans la participation active des Russes ». C'est la raison au cœur de l'intervention militaire en Syrie, créer cette crise pour prouver que même dans cette région, elle ne peut être réglée par la seule puissance américaine, sa résolution dépend de la contribution de la Russie.

Ce concept, si nous l'acceptons, implique de reconnaître qu'il y a une zone d'influence russe en Europe, et que les pays au sein de cette zone n'ont pas le droit souverain de prendre des décisions concernant leur pays. Si l'Ukraine décide de rejoindre l'Occident, non de rejoindre l'UE ou l'OTAN, mais de choisir la démocratie, l'État de droit et un marché axé sur l'économie, et que la Russie voit ça, cela empiéterait sur la Russie et remettrait en cause le pouvoir de Poutine.

Il décide alors qu'il ne peut le permettre, et si nous acceptons que la Russie ait le dernier mot sur l'évolution politique des pays dans sa zone politique d'influence, nous aurions alors une nouvelle division du continent au 21^e siècle. Cela se répandrait dans toute l'Europe et dans d'autres régions. Ce serait l'exemple que le principe directeur du 21^e siècle est le pouvoir de la force, non le pouvoir du droit. Il s'agit là d'une question éminemment fondamentale en matière d'ordre européen et d'ordre international, et la Russie et le règne de Vladimir Poutine en constituent l'enjeu principal. Il n'a pas de stratégie viable pour cela. Le secteur militaire est le seul domaine dans lequel la Russie est compétitive au plan international, pas l'attractivité ni l'économie. C'est plutôt le contraire, car Poutine a conclu que la modernisation en Russie est incompatible avec son objectif de rester au pouvoir. Alors que les Chinois se sont modernisés tout en restant au pouvoir, Poutine a choisi une autre voie. Nous devons bien saisir cette dimension, et montrer, en n'acceptant pas cela, que l'unité européenne et occidentale est notre atout le plus fort et le plus important.

Élisabeth GUIGOU, députée et présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

With your permission, I will switch to French.

D'abord, je crois en effet que l'immense popularité de Monsieur Poutine en Russie vient du fait qu'il a eu comme objectif de réinsérer, de redonner à la Russie la fierté d'elle-même et de surmonter l'humiliation terrible, qui a été complètement sous-estimée par les Européens et les Américains, l'humiliation terrible qu'a été l'effondrement de l'Union soviétique.

Nous avons une grosse responsabilité là-dedans, nous, Européens, parce que quand l'Ukraine a fait sa révolution, quand il y a eu la guerre en Géorgie, il y a eu un sommet de l'OTAN, en avril 2008, dans lequel nous avons dit « l'Ukraine et la Géorgie, anciennes républiques de l'Union soviétique », à ne pas confondre, évidemment, avec les États d'Europe centrale et orientale ou avec les pays des Balkans, où la Russie veut encore – j'étais en Albanie il y a quelques jours – avoir une influence. Ça n'a rien à voir. Quand on a dit « l'Ukraine et la Géorgie ont vocation, et nous les acceptons, dans l'Alliance atlantique », ce qui est très différent de les accepter dans l'Union européenne, à ce moment-là, nous avons offert un prétexte en or à Monsieur Poutine pour justement développer une attitude agressive. Évidemment, on peut dire que l'Ukraine et la Géorgie ont le droit de vouloir adhérer à l'Alliance atlantique. Certainement. Mais les membres de l'Alliance ont le droit et même le devoir de dire attention. Nous sommes quand même sur un sujet géopolitique absolument crucial. Maintenant, on ne dit plus cela, heureusement. Mais vous le voyez : avril 2008 et Poutine envahit la Géorgie en août 2008.

Qu'est-ce que nous devons faire vis-à-vis de la Russie ?

D'abord, Monsieur Poutine est là, peut-être pour des années encore, et la Russie est notre grande voisine. Nous devons donc absolument, évidemment, avoir un dialogue et un dialogue intense et approfondi, ce qui, me semble-t-il, est le cas. Par exemple, ce que nous avons fait dans ce qu'on appelle le format Normandie, c'est-à-dire le Président Hollande, la Chancelière, avec Monsieur Poutine et Monsieur Porochenko, sur l'Ukraine, ça reste aujourd'hui, les accords de Minsk, le seul espoir pour la paix en Ukraine. Évidemment, c'est très fragile. Évidemment, ce n'est pas respecté. Mais, malgré tout, cela existe. Et ni Monsieur Porochenko ni Monsieur Poutine ne contestent formellement cette idée que c'est le seul espoir pour la paix.

Il faut donc dialoguer mais il faut être extrêmement ferme. Vous évoquiez Monsieur Fillon. Je ne veux pas parler pour lui. Je le connais assez bien puisqu'il est membre de la commission des affaires étrangères que je préside à Paris. Je connais ses idées. Il faut bien entendu parler à la Russie mais, en même temps, sur l'Ukraine, ne pas imaginer que les Européens vont lever les sanctions qui ont été établies après l'invasion de la Crimée. Si nous faisons cela, nous avons un problème majeur mondial, c'est-à-dire qu'on ouvre la porte, l'autorisation, à n'importe quel État de modifier ses frontières au détriment de n'importe lequel de ses voisins. J'ajoute que c'est aussi un défi et un problème dans tout le Moyen-Orient, parce que vous voyez bien les tentations, ici ou là, de diviser la Syrie. Nous avons donc là un problème de principe qui est absolument fondamental. Cela ne veut pas dire qu'on n'ait pas pour objectif de lever les autres sanctions, celles qui ont été établies après les problèmes graves dans le Donbass. Nous avons raison de dire à Monsieur Poutine, dès lors qu'il y a des progrès vers la paix, il y aura un espace pour lever ces sanctions.

Ayant dit cela, je pense que nous avons une responsabilité importante, nous, Européens, membres de l'Union européenne, d'avoir enfin une politique vis-à-vis de la Russie. Nous n'en avons pas. Cela touche évidemment à l'énergie, à l'économie et, naturellement, aux questions... Cela ne se bâtira pas du jour au lendemain, mais tout reste à faire.

La deuxième et dernière chose que je voudrais dire, c'est que Monsieur Poutine s'est réinséré dans le jeu international avec son intervention en Syrie. Je partage l'analyse de Norbert. Il faut compter avec ce partenaire, naturellement. Mais je veux dire aussi que Monsieur Poutine, qui a un sens aigu des rapports de force, s'est aussi engouffré en Syrie quand il a compris que Monsieur Obama ne voulait pas intervenir, contre l'utilisation d'armes chimiques à l'évidence utilisées par le régime contre son propre peuple. À partir de ce moment-là, il y a un vide qui s'est créé. Ça, c'est donc une question pour les États-Unis. Monsieur Trump ne donne pas le sentiment de vouloir être beaucoup plus interventionniste, au contraire. Alors voilà. Je ne pense pas que les Européens puissent avoir la capacité de le faire tout seul. C'est donc un problème. Est-ce que nous laissons faire ? Avec le risque immense – immense – de voir, dans cette partie du Proche et du Moyen-Orient, des États, qui maintenaient malgré tout une forme d'unité, qui protégeaient malgré tout des minorités, complètement implorer. Un des ressorts fondamentaux de Monsieur Poutine pour

intervenir, un autre, c'est qu'il se sent très menacé, en Russie même, par le terrorisme islamiste radical. Nous avons là aussi à coopérer.

Il n'y a donc pas d'autres voies qu'un dialogue, extrêmement ferme, avec lui, mais un dialogue quand même.

Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times*

Je pense qu'il sera toujours compliqué d'exaucer le désir de la Russie de retrouver sa dignité sans céder trop d'influence et de territoire. C'est là que va être le dilemme : prendre les choses sérieusement, mais pas au point de se soumettre. C'est toujours le problème. Dernier sujet avant les questions : la crise de l'euro n'est pas finie. Si vous regardez vers le Portugal, leur côte de solvabilité est mauvaise et on parle d'un nouveau sauvetage. La croissance est faible dans la zone euro. La situation en Grèce n'est pas résolue. Ce n'est pas vraiment le bon moment pour que l'Allemagne recommence à parler des euro-obligations et en France, il y a le défi du Front National, qui est très anti-Europe, en partie à cause de l'argent et en partie à cause des migrants. Craignez-vous une nouvelle crise de la zone euro au milieu de tout ça ? Cela m'inquiète et je suis curieux de savoir si vous partagez mon inquiétude ? Pensez-vous que cela va advenir ou va-t-on l'éviter comme d'habitude ?

Élisabeth GUIGOU, députée et présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Évidemment, une autre crise est toujours possible, bien sûr, spécialement parce que, comme vous l'avez souligné, nous avons une croissance mondiale qui ralentit. On a longtemps demandé à la Chine de ralentir son rythme de croissance. Maintenant qu'elle le fait, on a plutôt tendance à lui reprocher. Mais c'est vrai aussi partout. L'Union européenne et, plus encore, la zone euro ont une croissance faible. On a donc un enjeu majeur interne, qui est d'abord de renforcer l'union monétaire. Ce n'est pas tout à fait terminé, puisque nous n'avons pas terminé l'union bancaire. Bien qu'on ait bien avancé sur ce chemin-là, il reste encore beaucoup à faire sur l'union bancaire. On n'a toujours pas de garantie des dépôts et on sait très bien que le fameux fonds de mutualisation ne sera créé que dans quelques années. On a posé des principes, qui sont très bons. On a commencé à mutualiser un certain nombre de risques, mais pas tout à fait. Mais, surtout, nous avons à construire une véritable union économique. Là, c'est vrai que nous disons, nous, que chacun a à prendre sa part de responsabilité.

Pour la France, à l'évidence, il faut continuer à maîtriser les déficits, ce qui est en train de se faire puisque, normalement, on devrait être dans les 3 % de déficit l'année prochaine, peut-être un tout petit peu au-dessus, mais on a quand même fait une diminution considérable. On est en passe de rétablir l'équilibre des comptes sociaux. On a réussi à stabiliser la dette, pas encore à la diminuer, mais à la stabiliser par rapport à la tendance des dernières années. Nous avons des réformes structurelles, par exemple, la réforme du marché du travail, avec la très controversée loi El Khomri, sur laquelle le gouvernement tient bon. Ça, c'est un acquis pour le futur. J'espère que ce ne sera pas remis en cause si la majorité change. J'entends des propos inquiétants de ce point de vue là, y compris de la part de quelqu'un comme Monsieur Juppé, qui ne m'avait pas donné l'habitude... Là, il va falloir voir. Si, à nouveau, on reprend le cycle où la droite française, si elle gagne, laisse filer les déficits et puis c'est la gauche qui les diminue... Vous pouvez regarder, depuis 20 ans, c'est comme ça. Là, il y a donc quand même un sujet pour la future campagne électorale.

Mais, en dehors de cela, nous avons besoin de davantage de dynamisme pour la croissance. C'est quand même l'Allemagne que cela regarde aussi. Quand on a un excédent d'épargne, dans l'Union européenne, de 350 milliards d'euros et un excédent de balance extérieure qui tient, la balance commerciale de l'Allemagne... Tant mieux, bravo, c'est formidable.

Mais on est dans une union économique, en principe. On ne peut donc pas négliger cela. Il ne s'agit pas de donner de l'argent, comme ça, à fonds perdu. Il ne peut pas être question de cela. Il faut que tous les États membres de la zone euro respectent les disciplines, mais il faut aussi qu'il y ait davantage d'investissements, davantage d'investissements en Allemagne, davantage d'investissements en Europe, dans des domaines d'intérêt général. Sinon, nous resterons extrêmement vulnérables. Je dois dire aussi que nous serons vulnérables financièrement, économiquement et socialement. Les adversaires de l'Europe, les adversaires de l'euro, aujourd'hui, disent : mais qu'est-ce que c'est, cette Europe qui ne nous donne qu'une succession d'austérités ? Alors il faut arriver à montrer que, dans cette coopération, avec un bon équilibre, comme on dit, entre la responsabilité des uns et la solidarité des autres, on arrive à avancer. Cela reste largement à faire et nous avons, là-dessus, avec Norbert, des discussions fréquentes.

Norbert RÖTTGEN, président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, Allemagne

La crise de l'euro n'a pas disparu, et elle n'a fondamentalement trouvé aucune résolution. Nous n'avons pas obtenu un niveau suffisant de convergence économique et nous n'allons même pas dans cette direction. La zone euro n'a pas atteint un degré suffisant de résilience à la crise, il y en aura une autre, mais nous ne savons pas quand. Si c'est dans un avenir prévisible, la coïncidence de la crise et du manque de résilience à la crise provoqueront non seulement une crise de l'euro, mais aussi une crise européenne. Le centre en sera l'Allemagne, qui devra prendre une décision difficile. Si vous voulez des possibilités de crises imminentes, nous avons le référendum en Italie du 4 décembre. Les sondages prédisent une victoire du « non », ce qui introduira une insécurité politique et économique, et pourrait en partie mettre en évidence le mauvais état dans lequel se trouvent certaines banques italiennes. Ensuite, le mouvement *Cinque Stelle*, cinq étoiles, sera le troisième élément de rupture en 2016. Je ne connais pas l'avenir, mais le présent est très clair à analyser, et il faut s'inquiéter de la victoire d'un « non » et de ses conséquences politiques et économiques.